

Chapitre 1 - L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

[Thème 1 : Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale (1929-1945)]

Comment la crise de 1929 bouleverse-t-elle les sociétés capitalistes à l'échelle mondiale ?

I. Une crise des sociétés capitalistes

a) Les mécanismes d'une crise du capitalisme

Le krach de 1929 à Wall Street marque le début de la Grande Dépression, la plus grande crise économique du xx^e siècle. La crise est d'abord boursière : entre le 24 octobre (« jeudi noir ») et le 29 octobre (« mardi noir »), les valeurs financières à la Bourse de New York s'effondrent.

Cette chute brutale des cours trouve son origine dans un ensemble de facteurs liés aux caractéristiques économiques et sociales des États-Unis dans les années 1920. Tout d'abord, l'augmentation rapide de la production n'a pas été suivie par une hausse aussi forte de la consommation malgré le recours massif au crédit. Le pays est, par ailleurs, marqué par une forte montée des inégalités dans l'après-guerre : en 1928, les 10 % les plus riches concentrent environ la moitié des revenus. Il existe, de plus, une forte collusion entre les pouvoirs politique et financier, dominés par une pensée très libérale. Enfin, cette concentration des richesses a été favorable à une très forte spéculation, en particulier à partir d'innovations financières non maîtrisées, sur les marchés boursiers et immobiliers (développement des sociétés d'investissement et d'autres, spécialisées dans le crédit immobilier risqué). 80 % des transactions sur les actions se faisaient à crédit, rendant très risqué un retournement du marché. **Les faillites de banques puis d'entreprises de manière générale se multiplient à partir de la fin de 1930.**

La crise entraîne une dynamique déflationniste : les prix s'effondrent, ce qui conduit à une chute de l'activité économique et une contraction du commerce. L'effondrement des prix, l'accumulation des stocks invendables et le manque de liquidités placent un grand nombre d'entreprises dans une situation difficile qui les contraint à licencier leurs employés.

b) Une crise américaine, une crise mondiale

La crise se propage peu à peu à l'ensemble des économies capitalistes et entraîne une crise de confiance vis-à-vis du système bancaire. Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ayant retiré leurs capitaux des banques allemandes, plusieurs sont acculées à la faillite. L'État doit les renflouer. La France, elle, est frappée relativement tardivement, en 1931, mais elle l'est profondément et durablement. La consommation baisse, les investissements et la production chutent. Le chômage augmente dans l'ensemble du monde occidental durant les années 1930. La crise européenne renforce les difficultés des banques américaines, qui connaissent une succession de crises dans les années 1930.

Face à la chute des prix, de la production et des exportations, les gouvernements tentent de répondre par une politique de diminution des dépenses publiques. Ainsi, en Allemagne, ces dépenses sont réduites de 25%, le salaire des fonctionnaires est abaissé de 10 % et l'allocation chômage de 14 %. Parallèlement, les impôts augmentent de 15 % et les taxes se multiplient sur le tabac, le sucre, la bière. Le pouvoir d'achat des populations touchées par le chômage diminue donc drastiquement.

Les pays touchés par la crise cherchent à protéger leur production par des dévaluations ou par des mesures protectionnistes. La livre sterling sort de l'étalon-or en septembre 1931 pour être dévaluée, afin de redonner plus de compétitivité à l'économie britannique. L'effondrement de cette devise clé du système monétaire international entraîne un vent de panique. La dévaluation du dollar a lieu, quant à elle, en 1933, et celle du franc en 1936.

c) De profondes conséquences sociales

La crise est marquée par l'émergence du chômage de masse. Les nombreuses faillites et la contraction du commerce international entraînent une hausse brutale des licenciements. Le nombre de travailleurs sans emploi est multiplié par dix aux États-Unis de 1929 à 1933 : 4 millions en 1930, 8 millions en 1931 et 12 millions en 1932, soit plus d'un quart de la population active américaine. Cette récession dure jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale. Le chômage est également massif en Europe : en 1931, 2,7 millions de travailleurs sont privés d'emploi au Royaume-Uni, 4,6 millions en Allemagne. Seule la France paraît d'abord faire exception, avec 55 000 chômeurs secourus en 1931.

Les populations urbaines et rurales sont durement touchées. Les politiques déflationnistes aggravent les conséquences du chômage. La riposte sociale est forte, et parfois violente, comme lors des émeutes de

Sydney ou de Perth, en Australie, en 1932. Des « marches de la faim » sont organisées : celle du 7 mars 1932 à Dearborn, près de Détroit, se solde par des affrontements violents avec la police. La multiplication des expulsions entraîne l'essor de camps de sans-abris, les Hooverilles aux États-Unis, les Humpies en Australie ou les bidonvilles en France.

Dans les pays d'Amérique latine, cette crise économique déstabilise l'ensemble de la société. En effet, la baisse des importations américaines provoque une profonde crise économique dans cette partie du monde. Ainsi, certains pays font le choix de la nationalisation de certains secteurs, comme celui du pétrole au Mexique. Mais une des conséquences politiques de cette grave dépression économique est la montée en puissance des régimes autoritaires, qui arrivent souvent au pouvoir, soutenus par l'armée et par le biais d'un coup d'État. Ainsi, la crise économique a des conséquences politiques majeures dans l'histoire de l'Amérique latine au XX^{ème} siècle.

II. Les réponses des États à la crise économique

a) Le New Deal, une réponse à la crise aux États-Unis

Aux États-Unis, en 1933, Roosevelt instaure la politique du New Deal afin de répondre à la crise. Élu en novembre 1932, Roosevelt est favorable au dirigisme économique et au renforcement du pouvoir fédéral. Il met en place dès 1933 son programme du New Deal, qui passe par un meilleur encadrement des banques, un fort soutien à l'agriculture, la relance des exportations, une politique de grands travaux et des aides aux chômeurs. Il opte également pour la dévaluation du dollar en 1934, ce qui permet d'enrayer la chute des prix. À partir de 1935, le New Deal prend une tournure plus sociale ; il favorise le développement du syndicalisme et instaure un système de protection sociale, ainsi qu'un salaire minimum.

Le New Deal suscite l'hostilité des milieux d'affaires qui craignent une trop importante intervention de l'État dans l'économie contraire au libéralisme auquel ils sont attachés. En revanche, il est soutenu par l'économiste britannique Keynes, proche de certains conseillers du Président.

Si la politique de relance du New Deal entraîne une amélioration de la situation économique et sociale, son bilan doit cependant être nuancé. En effet, en 1939, le pays a tout juste retrouvé son niveau de production de 1929. Le chômage a diminué, mais il y a encore près de 9 millions de travailleurs privés d'emploi (contre 12,5 millions en 1933). C'est la Seconde Guerre mondiale qui permet réellement aux États-Unis de sortir de la crise et de renouer avec la prospérité. Cependant, le New Deal a jeté les bases de l'État-providence et a servi d'exemple dans plusieurs pays comme en France, où il a inspiré le Front populaire. Au Royaume-Uni, pendant la Seconde Guerre mondiale, le rapport Beveridge (1942) préconise la mise en place de mesures sociales préfigurant l'État-providence.

b) Le Front populaire : une réponse sociale à la crise

En France, le Front populaire cherche à répondre à la crise par les accords Matignon et les lois sociales de juin 1936. Après la victoire électorale du Front populaire en mai 1936, un vaste mouvement de grève est déclenché. Parti de la base, il touche 3 millions de salariés et se caractérise par une nouvelle forme de lutte, l'occupation d'usines, qui prend une allure festive. Ces grandes grèves se conjuguent avec l'action du Front populaire. Elles aboutissent aux accords Matignon du 7 juin 1936, conclus sous l'arbitrage du gouvernement Blum entre la CGPF et la CGT. Par ailleurs, l'État intervient dans l'économie par la création de l'Office du blé, la réforme de la Banque de France, et les nationalisations dans les industries de l'armement et de l'aéronautique ou les chemins de fer.

Ces mesures du Front populaire marquent une avancée considérable dans la législation sociale en France. Elles suscitent un grand espoir d'amélioration des conditions de travail et de vie au sein de la classe ouvrière, et permettent un certain recul du chômage au début de l'année 1937. Les accords Matignon garantissent la liberté syndicale, instituent des délégués ouvriers au sein des entreprises et accordent des augmentations de salaire. Les lois sociales permettent une diminution du temps de travail (de 48 à 40 heures par semaine). Grâce aux congés payés (deux semaines par an), de nombreux ouvriers partent pour la première fois en vacances. L'action du Front populaire se fait aussi sentir dans les domaines de la culture et du sport, à travers le développement des loisirs et des sports populaires. Pour la première fois, trois femmes entrent au gouvernement dont la scientifique Irène Joliot-Curie.

Cependant, l'expérience du Front populaire est de courte durée et ne lui laisse pas le temps de sortir le pays de la crise. Comme aux États-Unis, il s'est heurté à l'incompréhension des milieux d'affaires, qui ont craint que le pays ne devienne socialiste. La persistance des difficultés économiques, ainsi que la montée des tensions internationales empêchent Léon Blum de poursuivre sa politique réformatrice, qu'il suspend en 1937 avant de démissionner. Le Front populaire a malgré tout laissé une trace indélébile dans les mémoires

de la gauche et des milieux populaires. Il a marqué une rupture du point de vue de l'intervention de l'État en matière économique et sociale.

c) Montée des politiques d'indépendance économique dans les régimes autoritaires

En Allemagne, le patronat cherche à répondre à la crise en réclamant un gouvernement dirigé par un « homme fort ». Des hommes d'affaires, comme Thyssen, soutiennent le Parti national-socialiste ouvrier allemand (NSDAP), qui obtient 33 % des voix aux élections législatives de 1932, et son chef, Hitler, qui devient chancelier le 30 janvier 1933. Une politique protectionniste et d'autarcie est alors mise en place.

Dans d'autres régions du monde, comme **en Amérique latine, les réponses à la crise, bien que diverses, passent souvent par un renforcement du rôle de l'État en matière économique et sociale**, mené par des leaders populistes. Face à la dégradation des termes de l'échange, certains pays, pour sortir de la crise et diminuer leur dépendance vis-à-vis de l'extérieur, développent une politique d'industrialisation par substitution aux importations. Il s'agit de produire localement des biens traditionnellement importés des pays développés. Ce processus est rendu possible grâce à l'épargne interne générée par le secteur exportateur de matières premières : ainsi, les pays deviennent autonomes pour répondre à la demande intérieure sans dépendre de l'extérieur.